

LE 5 NOVEMBRE, les organisations syndicales : CGT, CFDT, FO, FSU, Unsa appellent à faire grève et à manifester DANS TOUT LE PAYS !



RENDEZ-VOUS à Arles
- 10h30 - Kiosque à Musique

LE 13 OCTOBRE, la mobilisation lycéenne et étudiante a franchi une nouvelle étape. 480 000 personnes ont pris la rue dans plus de 130 manifestations et rassemblements. La CGT réaffirme son soutien plein et entier à la jeunesse et se mobilise à ses côtés.

Après le succès de la journée de mobilisation dans la Fonction publique du 29 septembre, celle du 6 octobre, et les nombreuses mobilisations notamment dans l'Energie, l'intersyndicale interprofessionnelle appelle l'ensemble des salariés du public comme du privé, des jeunes et des retraités, à franchir une nouvelle étape en étant en grève et dans les manifestations le jeudi 5 novembre prochain.

Les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit : carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité... tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services.

Leur facture, c'est pour nous !

Le projet de budget tourne le dos à la jeunesse et à ses revendications légitimes. Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits : se soigner correctement, **vivre dignement de son salaire ou de sa pension**, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire... **ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !**

Où va l'argent ? Il faut répartir les richesses !

De l'argent, il y en a ! D'un côté, les aides publiques aux entreprises ont fortement progressé et atteignent plus de 200 milliards d'euros par an. De l'autre, les sommes versées aux actionnaires battent des records, avec plus de 60 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40. **La question est de savoir à quoi il sert car seul notre travail crée les richesses**, elles doivent profiter à toutes et tous pour vivre.

Augmenter les salaires, c'est nécessaire et possible

L'urgence c'est :

- augmenter le Smic, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux et indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix ;
- gagner de vraies augmentations de salaire, pas des primes non cotisées au bon vouloir des directions mais du **salaire socialisé pour aujourd'hui et demain : le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits** tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite). Les cotisations c'est notre salaire pour financer notre Sécurité Sociale !
- gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

• Nos services publics ont besoin de moyens

Affaiblir les services publics c'est aussi préparer leur privatisation et quand c'est privé, c'est plus cher ! Hôpitaux, écoles, transports, petite enfance... **Pour des services publics accessibles et de qualité, il faut plus d'emplois, de meilleurs salaires et des investissements.** Réduire les moyens, c'est dégrader les services et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre.

• Défendre l'emploi et l'industrie

Fermures de sites, suppressions d'emplois, délocalisations... alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés

- **Défendre les locaux de la CGT, qu'elle occupe depuis 126 ans à la Bourse du Travail d'Arles et dans lesquels le maire d'Arles, Patrick de Carolis, veut transférer L'OFFICE DU TOURISME !!** A l'heure où les salariés du public et du privé voient leurs conditions de travail, de salaire se dégrader, où les délocalisations et autres fermetures d'entreprise cassent l'emploi comme entre autres à FIBRE EXCELLENCE à TARASCON, **le maire d'Arles, comme le font les maires d'extrême droite entre autres à Tarascon et Carcassonne, fait le choix de les priver d'un lieu où ils se présentent quotidiennement pour défendre leurs droits et de l'outil qu'est l'Union Locale des Syndicats CGT d'Arles, indissociable de la Bourse du Travail !**

De quoi les salariés, retraités, privés d'emploi arlésiens ont-ils besoin ? D'un nouvel office du tourisme ou d'une organisation syndicale qui les défende au quotidien ?!